

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

**MAINTENANCE MULTIMARQUES
PREVENTIVE ET CORRECTIVE
DES ASCENSEURS, MONTE-MALADE, EPMR, ESCALATORS, MONTE-
CHARGE ET QUAI ELEVATEUR
DE L'HÔPITAL NOVO**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1. Généralités.....	3
2. Objet du marché.....	4
3. Nature des installations	5
3.1. Typologie des appareils.....	5
3.2. Localisation des appareils	5
4. Normes et Règlements	7
4.1. Pour les règlements :	7
4.2. Pour les normes :	7
5. Définition des prestations	9
5.1. Bilan de l'existant	9
5.1.1. Prise en charge des installations.....	9
5.1.2. Prise en charge en début de contrat	9
5.1.3. Remise des équipements ou installations	10
5.2. Maintenance préventive systématique	10
5.2.1. Ascenseurs et Monte-charge électrique :	10
5.2.2. Ascenseurs et Monte-charge hydrauliques	10
5.2.3. Autres équipements.....	12
5.3. Maintenance corrective	12
5.4. Autres prestations	12
5.4.1. Formation à la désincarcération.....	12
5.4.2. Vérifications périodiques réglementaires.....	12
5.4.3. Assistance aux essais de groupes électrogènes	12
5.5. Installations nouvelles ou transformées.....	13
6. Suivi de l'exécution du marché	14
6.1.1. Rapport Annuel.....	14
6.1.2. Etude de Sécurité	14
7. Limites d'interventions.....	14
7.1. Inclus.....	14
7.2. Exclut.....	15
8. Conditions d'accès	15
8.1. Horaires de fonctionnement	15
8.2. Accès aux installations	15
8.3. Mesures de Sécurité	15
9. Modalités d'intervention.....	15
9.1. Organisation de la maintenance préventive	15
9.1.1. Informations interventionnelles.....	16
9.1.2. Indisponibilité des équipements	16
9.1.3. Rapport de visite.....	16
9.1.4. Préconisations et propositions d'interventions.....	16
9.2. Organisation de la maintenance corrective	16
9.2.1. Initiative des interventions.....	16
9.2.2. Délais d'intervention.....	17
9.2.3. Informations Interventionnelles	17
9.2.4. Durée des interventions	17
9.2.5. Compte-rendu d'intervention.....	17
10. Obligations de résultats	17
10.1. Moyens Humains.....	17
11. Liste des Annexes	18

FIN DE SOMMAIRE

Initiales du signataire du marché

1. Généralités

Le présent marché permet de définir les attendus de l'Hôpital NOVO (Maitrise d'ouvrage - MOA) sur le sujet de la maintenance de tous les appareils de transport vertical de personnes (ascenseurs, monte-malades, monte-charge, élévateurs pour personnes à mobilité réduite, etc.) présent sur l'emprise immobilière de l'Hôpital NOVO.

Le TITULAIRE du présent marché doit assurer la maintenance préventive, l'assistance aux contrôles techniques périodiques et la maintenance corrective, hors vandalisme, de l'ensemble des appareils listés en Annexe 1.

Les appareils faisant l'objet du présent marché doivent permettre à l'ensemble des usagers d'accéder à un niveau de service optimal car la satisfaction des usagers (public accueilli et personnel de l'Etablissement) doit être le souci constant du Titulaire dans la réalisation du marché

Le TITULAIRE doit assurer un maintien en état des installations en continu, 7J sur 7, 24h/24, en conformité avec la réglementation en vigueur, et s'assurer de la conservation de l'esthétique générale et de l'état de propreté des appareils relevant du parc équipements objet du présent marché.

Le TITULAIRE tiendra compte des particularités et des contraintes de chaque site (plage d'ouverture des services, typologie d'activité médicale, etc.) pour organiser et réaliser ses interventions.

La remise en état et bon fonctionnement des installations relevant du périmètre du marché suite à une dégradation / casse du fait du TITULAIRE sera à sa charge pleine et entière.

En cas de défaillance du titulaire sur ses prestations, l'Hôpital NOVO se réserve le droit de faire exécuter celles-ci par un tiers compétent aux frais et risques du titulaire.

2. Objet du marché

Le présent marché est à obligation de résultats avec une mise à disposition de moyens humains dont les qualifications minimums attendues sont décrites à l'article 10 du présent CCTP.

De manière générale, les prestations attendues dans ce marché contiennent à minima :

- Les niveaux de maintenance de 1 à 4, tels que définis dans la norme AFNOR NF EN 13306 (indice de classement X 60-319) pour l'ensemble du périmètre couvert par le présent marché.
- La fourniture et l'acheminement par le titulaire de l'ensemble des accessoires et des équipements nécessaires à toutes les opérations de maintenances (préventives comme correctives) dans la limite de prix décrite au présent CCTP, sans notion d'obsolescence pour tout appareil de moins de 15 ans.
- La fourniture et l'acheminement par le titulaire de l'ensemble des matériels de manutention ou d'accessibilité (tel que des échelles, plates-formes individuelles roulantes légères, échafaudages mobiles ou fixes, nacelles etc.) de mesure ou de réparation. Le titulaire devra donc disposer de ses propres moyens pour l'exécution de son marché.

Si le matériel utilisé par le titulaire présente une non-conformité :

- Relative à une loi ou une norme en vigueur,

Ou

- Un risque pour l'utilisateur et/ou son environnement immédiat,

L'Hôpital NOVO se réserve le droit de suspendre, aux torts exclusifs du TITULAIRE, l'intervention en cours jusqu'au remplacement ou la réparation du matériel d'intervention incriminé.

Le présent marché se décompose en une **part forfaitaire** et une **part à bons de commandes** :

- La **partie forfaitaire**, conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), porte sur :
 - o La maintenance préventive de chaque appareil, incluant le système de téléalarme ou de télésurveillance qui lui est propre, selon les préconisations « constructeurs », les normes et règlements en vigueur, main d'œuvre et toute fourniture nécessaire à sa bonne exécution (pièces et accessoires) inclus
 - o La maintenance corrective, main d'œuvre et toutes pièces et accessoires d'un montant inférieur ou égal à 300 € HT (remise comprise) inclus
 - o La désincarcération, en cas de blocage d'un appareil, sur l'ensemble des sites à l'exception du site principal de Pontoise.
 - o La dispense de l'information désincarcération à l'attention du personnel SSIAP du site de Pontoise (20 agents à former chaque année sur 4 séances – 1 par trimestre)
 - o L'assistance / accompagnement lors des contrôles techniques réglementaires périodiques (quinquennales ascenseurs et triennales SSI en raison de l'impact sur les non-stop ascenseurs)
 - o La levée des observations dans la limite du montant pour pièces cité précédemment
 - o L'astreinte
- La **partie à bon de commandes**, conformément aux tarifs listés au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) et dans la limite de 40% du montant du forfait, porte sur :
 - o Les prestations de remplacement des pièces et organes non prévus dans les gammes de maintenance et dont le prix unitaire est supérieur au seuil défini par l'Hôpital NOVO,
 - o Les assistances ponctuelles à la demande de l'Hôpital NOVO, hors assistances dues, sur la base des tarifs horaires inscrits au BPU
 - o La main d'œuvre et les pièces à remplacer sur les appareils relevant du périmètre de marché, suite vandalisme/mauvais usage, suivant les tarifs inscrits au BPU,
 - o Les pièces à remplacer hors BPU, dans la limite du coefficient de valorisation inscrit au BPU.

Initiales du signataire du marché

3. Nature des installations

3.1. Typologie des appareils

Le parc équipements de l'Hôpital NOVO est diversifié, tant en technologie qu'en vétusté. Il se répartie en typologie comme décrit synthétiquement ci-après :

- Les ascenseurs :
 - Les monte-visiteurs,
 - Les Monte-malades,
 - Les monte-charges,
- Les plates-formes d'accessibilité PMR (Personne à Mobilité Réduite)
- Un escalier roulant

Le niveau de priorité appliqué aux appareils est fonction du flux dans lequel ceux-ci s'inscrivent pour le bon maintien de l'activité de l'établissement.

Pour traiter la problématique de vétusté des appareils de son parc, l'Hôpital NOVO s'engage à compter de 2025 sur un programme de rénovation pluri annuel de ses appareils dans la limite de 4 à 5 appareils par an.

3.2. Localisation des appareils

Les équipements objet du présent marché sont localisés sur l'ensemble de l'emprise immobilière de la MOA soit la répartition géographique suivante :



Site	Adresse	Nombre d'appareils
Hôpital NOVO - Site de PONTOISE	6 avenue de l'Île de France 95 300 PONTOISE	51 appareils dont 39 prioritaires
Hôpital NOVO - Site d'AINCOURT	Parc de la Bucaille 95 510 AINCOURT	6 appareils
Hôpital NOVO - Site de MAGNY EN VEXIN	38 rue Carnot 95 420 MAGNY EN VEXIN	8 appareils
Hôpital NOVO - Site de MARINES	10 Boulevard Gambetta 95 640 MARINES	5 appareils
Hôpital NOVO - Site de DOMONT	8 bis Allée Normande 95 330 DOMONT	1 appareil
Hôpital NOVO - Sites de BEAUMONT SUR OISE (Jacques FRITSCHI)	25 rue Edmond TURCQ 95 260 BEAUMONT SUR OISE	12 appareils dont 3 prioritaires
Hôpital NOVO - Sites de BEAUMONT SUR OISE (Pavillon Saint Laurent)	20 rue Edmond TURCQ 95 260 BEAUMONT SUR OISE	5 appareils dont 1 prioritaire
Hôpital NOVO - Site de ST MARTIN DU TERTRE (Carnelle)	2 allée de la Fontaine au Roy 95 370 SAINT MARTIN DU TERTRE	6 appareils dont 2 prioritaires

Pour plus de précisions, la liste exhaustive des appareils est disponible en Annexe 1 et des plans de localisation des équipements sont disponibles en Annexes 2 (a à h)

4. Normes et Règlements

La liste ci-après n'est pas limitative. En effet, tous les textes (règlements et normes existants à la notification sont applicables.

Sont donc à minima applicables :

4.1. Pour les règlements :

Le Code du travail,

Le Code de la Santé Publique,

Le Code de l'Environnement,

Le Code de l'Urbanisme

Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)

L'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (dispositions générales) ainsi que les arrêtés relatifs aux dispositions particulières en vigueur dans l'établissement (U, J, R, W)

L'arrêté du 7 janvier 1993, relatif aux caractéristiques du secteur opératoire mentionné à l'article D. 712-31 du code de la santé publique pour les structures pratiquant l'anesthésie ou la chirurgie ambulatoire visées à l'article R.712-2-1 (b) de ce même code.

L'arrêté du 3 octobre 1995 relatif aux modalités d'utilisation et de contrôle des matériels et dispositifs médicaux assurant les fonctions et actes cités aux articles D.712-43 et D.712-47 du code de la santé publique.

L'arrêté du 25 avril 2000 relatif aux locaux de pré-travail et de travail, aux dispositifs médicaux et aux examens pratiqués en néonatalogie et en réanimation néonatale prévus à la section IV « conditions techniques de fonctionnement relatives à l'obstétrique, à la néonatalogie et à la réanimation néonatale » du code de la santé publique,

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés ;

Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction ;

Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

Arrêté du 26 février 2007 : Accessibilité pour les personnes handicapées

4.2. Pour les normes :

EN 81-20 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge ;

EN 81-50 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs ;

EN 81-28+AC : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge ; EN 81-70 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap ;

NF EN 13015+A1 Maintenance pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques - Règles pour les instructions de maintenance ;

NF EN 12385 : Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance ;

NF EN 81-58 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières ;

NF EN ISO 14122 : Sécurité des machines - Partie 4 : Échelles fixes ;

NF E85-016 : Eléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes ;

Initiales du signataire du marché

NF EN 13411 : Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité :

- Partie 5 : serre-câbles à étrier en U ;
- Partie 6 : boîte à coin asymétrique ;
- Partie 7 : boîte à coin symétrique ;

NF EN ISO 13857 : Sécurité des machine - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses ;

NF EN 60204-1 : Sécurité des machines - Equipement électrique des machines ;

NF C 15-100 : Installations électriques à basse tension.

NFP 82 207 : Ascenseurs - Dispositifs d'appel prioritaire pour les Sapeurs-Pompiers ;

NFP 82 212 et 312 : Dispositions applicables en cas de transformation importante d'ascenseurs électriques et hydrauliques ;

NFC 15.105 Guide pratique : Section des conducteurs et dispositifs de protection ;

NFC 20.010 : Degrés de protection du matériel électrique ;

NF EN 81-71 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.

NF EN 81-72 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.

NF EN 81-73 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.

NF EN 81-77 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.

NF EN 81-21 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.

NF P82-207 : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

De manière générale, le titulaire, dans le cadre de son devoir de conseil, assurera la veille réglementaire relative à ses domaines d'intervention et informera l'établissement de toute modification pouvant impacter le contenu de ses prestations sur ses périmètres d'intervention.

NF EN 115-1 juillet 2017 Sécurité des escaliers mécaniques et trottoirs roulants - Partie 1 : construction et installation

NF EN 115-2 avril 2021 sécurité des escaliers mécaniques et trottoirs roulants - Partie 2 : règles pour l'amélioration de la sécurité des escaliers mécaniques et des trottoirs roulants existants

NF P82-502 décembre 1997 Escaliers mécaniques et trottoirs roulants - Règles de sécurité pour la construction et l'installation dans les bâtiments existants ;

NF EN 13015+A1 d'octobre définit les éléments nécessaires pour la préparation des instructions de maintenance ; elle précise également les vérifications à charge du propriétaire/exploitant ;

NF EN ISO 12100 décembre 2010 Sécurité des machines ;

DIN EN 1929-2 de février 2005 « Chariots d'achat » partie 2 donne les prescriptions, essais et inspection pour les chariots d'achat à corbeille, avec ou sans siège pour enfant, destinés à être utilisés sur les trottoirs roulants.

Norme NF EN 81-41 mai 2011 - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs spéciaux pour le transport des personnes et des charges - Partie 41 : plateformes élévatrices verticales à l'usage des personnes à mobilité réduite

De manière générale, le titulaire, dans le cadre de son devoir de conseil, assurera la veille réglementaire relative à ses domaines d'intervention et informera l'établissement de toute modification pouvant impacter le contenu de ses prestations sur ses périmètres d'intervention.

5. Définition des prestations

Le TITULAIRE s'engage à assurer l'entretien des appareils objets du présent marché selon les dispositions normatives et réglementaires en vigueur.

Pour les opérations de maintenance citées ci-après, le présent CCTP définit les fréquences minimales attendues.

La prestation contractuelle couvre :

- ✓ La maintenance préventive systématique sur planning d'intervention
- ✓ La maintenance conditionnelle sur initiative du TITULAIRE et validation du représentant technique de l'ETABLISSEMENT.
- ✓ La maintenance corrective sur demande de l'ETABLISSEMENT

Le TITULAIRE s'engage également à assurer au titre du présent marché :

- ✓ L'entretien, les maintenances préventives, correctives et conditionnelles de l'ensemble des équipements décrits dans l'annexe 1 du présent CCTP
- ✓ La désincarcération dans les meilleurs délais de toutes personnes bloquées dans une cabine suite à une panne 24h/24 et 7 jours sur 7.
- ✓ Les dépannages 24h/24 et 7 jours sur 7.
- ✓ Les petits travaux et mises en conformité faisant l'objet d'une observation formulées dans le cadre des vérifications périodiques réglementaires.

5.1. Bilan de l'existant

L'annexe 1 du CCTP comporte l'inventaire des principaux matériels pris en charge par LE TITULAIRE au titre du présent marché. L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que cet inventaire n'est pas limitatif des matériels et installations pris en charge.

LE TITULAIRE est réputé être parfaitement informé et avoir une parfaite connaissance :

- ✓ De la constitution des bâtiments et des contraintes dues à leur destination,
- ✓ De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance,
- ✓ Des conditions d'alimentation en énergie,
- ✓ Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Le parc d'équipements concernés est constitué d'appareils de marques, de technologies et de vétustés différentes, aussi le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'une impossibilité d'effectuer la maintenance ou l'entretien des matériels tels que prévus au marché.

Cependant, si le TITULAIRE considère que l'état d'un ou plusieurs équipements ne lui permet pas d'en assurer une prise en charge satisfaisante, il devra le faire savoir lors de la remise de son offre en proposant une mise à niveau éventuelle étayée par un devis détaillé reprenant la liste des travaux jugés nécessaire.

5.1.1. Prise en charge des installations

Avant le démarrage de la prestation, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de prise de possession qui fera constat de l'état des différentes installations et équipements ainsi que des documents mis ou à mettre en place dans le cadre du présent marché par ETABLISSEMENT et par site.

Les observations mentionnées dans ce procès-verbal devront être levées suivant un planning défini conjointement par l'ETABLISSEMENT et le TITULAIRE.

5.1.2. Prise en charge en début de contrat

Le TITULAIRE reconnaît avoir parfaitement appréhendé l'étendue des matériels, équipements et installations dont il assure la maintenance. Il est donc réputé avoir une parfaite connaissance :

- ✓ Des contraintes dues à leur destination
- ✓ Des contraintes inhérentes aux sites : Implantation géographique, moyens de communication, ressource en main d'œuvre
- ✓ Des contraintes particulières liées à la spécificité des locaux

Il est rappelé qu'une réponse uniquement chiffrée implique, de la part du titulaire, une acceptation des principes généraux et particuliers du cahier des charges et élimine toute possibilité de réserves ultérieures. En aucune façon, une utilisation aveugle des éléments contenus dans le dossier de consultation ne saurait expliquer le moment venu des difficultés de réglage et de mise au point.

La prise de possession sera formalisée par un procès-verbal établi au terme de l'évaluation de l'état technique initial des matériels, équipements et installations prévue au CCTP.

5.1.3. Remise des équipements ou installations

Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du contrat, les matériels, équipements et installations en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation afférente (plans, documents, instructions, ...). Les installations et équipements mis à la disposition du TITULAIRE pour effectuer les missions qui lui sont confiées sont placés sous sa responsabilité. En cas de dégradation faisant suite à une mauvaise utilisation, il sera demandé au TITULAIRE d'assumer la remise en état de ceux-ci.

A la fin du marché, un procès-verbal de restitution sera établi entre le TITULAIRE et son remplaçant.

Toute défaillance du TITULAIRE sortant ouvrira droit à une pénalité telle que défini dans l'article 13 du CCAP. Les observations à sa charge seront réalisées au frais et risques par un tiers.

5.2. Maintenance préventive systématique

Les visites de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des installations à un niveau proche de celui des performances initiales. Elles ont lieu au minimum une fois toute les six (6) semaines et s'appuient sur la norme SAE de septembre 2004 et ses différents décrets d'applications. La réparation ou le remplacement des éléments prévus dans les clauses minimales du contrat d'entretien visé à l'article R.125-2-1 du Code de la Construction, sont à la charge du TITULAIRE lorsque l'usure est excessive ou défectueuse.

5.2.1. Ascenseurs et Monte-charge électrique :

- ✓ En cabine : Boutons, voyants, éclairage normal et de secours, paumelles, contacts et ferme-portes, parachute et coulisseaux, seuil de sécurité et cellule photoélectrique.
- ✓ En gaine : Câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages ; orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course ; câbles souples pendentifs, poulies de renvoi ; parachute de sécurité ; éclairage normal et de secours ; câbles entre machinerie et interphone.
- ✓ En machinerie (y compris pour les systèmes de machinerie embarquée) : moteur (roulement, paliers, bobinages, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets), freins (mâchoires, bobines, garnitures), contrôleur de manœuvre (bobines, relais redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles), transformateurs, organes sélecteurs, contrôleurs d'étages et régulateurs de vitesses.

5.2.2. Ascenseurs et Monte-charge hydrauliques

- ✓ En cabine : Boutons, voyants, éclairage normal et de secours, paumelles, contacts et ferme-portes, parachute et coulisseaux, seuil de sécurité et cellule photoélectrique.
- ✓ En gaine : Câbles de traction, de compensation de limiteur de vitesse, de parachute et de sélecteur d'étages, impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages, dispositifs hors course de sécurité, câbles souples pendentifs, poulies de renvoi et de mouflage, dispositif de protection contre la chute libre, dispositif contre la dérive de la cabine, limiteur de vitesse, éclairage normal et de secours ; câbles entre machinerie et interphone
- ✓ En machinerie : Le groupe motopompe y compris ses dispositifs de commande de régulation et de sécurité ; les systèmes hydrauliques manuels permettant la manœuvre de secours ; le remplacement du filtre à air placé sur le reniflant du réservoir du fluide hydraulique ; les compléments éventuels de fluide nécessaire dans le cas d'un manque d'étanchéité du système ; le contrôleur de manœuvre (bobines, relais, éléments statiques, transformateurs, organes de sélecteurs, régulateurs d'étages, régulateur de vitesse).
- ✓ Le système hydraulique : toutes les prestations nécessaires au maintien d'une bonne étanchéité du système, y compris le remplacement des dispositifs d'étanchéité entre cylindre et piston et éventuellement, entre les éléments de piston (vérin télescopique).

Dans tous les cas, le titulaire doit au minimum une visite périodique sur tous les appareils :

- Toutes les six semaines
- Tous les six mois
- Tous les ans

A minima, toutes les six semaines, le titulaire doit :

- Pour les ascenseurs, monte-charge et plates-formes élévatrices PMR :
 - o La vérification de l'efficacité des serrures des portes palières et s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteintes au verrouillage des portes palières.
 - o La vérification de la cabine, du dispositif anti-rebond, du moteur d'entraînement et convertisseur ou générateur ou pompe hydraulique, du niveau d'huile, du réducteur, de l'armoire de commande, des poulies, des guides cabine et contrepoids ou vérin, des coulisseaux ou galets cabine et contrepoids ou

Initiales du signataire du marché

vérités, câblage électrique, limiteur temps de fonctionnement du moteur, des dispositifs électriques de sécurité.

- o La vérification de la précision d'arrêt et de nivelage
- Pour l'escalier roulant
 - o Le nettoyage des bacs à poussière et récupérateur d'huile
 - o L'examen des marches, des peignes, des balustrades, des déflecteurs, des mains courantes, des éclairages
 - o La vérification du freinage à vide
 - o Les essais des arrêts pour situation d'urgence et des signaux lumineux

Les cuvettes, les locaux des machineries, ainsi que les stations d'entraînement et de retournement des escaliers/trottoirs roulants devront être nettoyés autant que nécessaire et sans limitation du nombre d'intervention. L'objectif étant que ces lieux soient toujours propres, pour éviter tous risques d'accident, voire d'incendie. Les dates des nettoyages devront être consignées sur les carnets des appareils concernés.

Cas particulier : Lorsque le nettoyage des surfaces vitrées des appareils par le personnel d'entretien des bâtiments n'est pas possible du fait d'un problème d'accessibilité, alors l'entretien de ces vitres est à la charge du titulaire.

Toutes ces opérations sont à consigner dans le carnet d'entretien de l'appareil.

A minima tous les six mois, en plus des prestations à réaliser toutes les six semaines listées précédemment :

- Pour les ascenseurs, monte-charges et plates-formes élévatrices PMR :
 - o Contrôle des freins
 - o Contrôles des câbles ou des chaînes de suspension et leurs extrémités
- Pour l'escalier roulant
 - o Vérifications des niveaux d'huile
 - o Contrôles de la tension des chaînes, des jeux
 - o Vérifications électriques diverses
 - o Graissage des chaînes de marche
 - o Toutes ces opérations sont à consigner dans le carnet d'entretien de l'appareil.

A minima tous les ans, en plus des prestations semestrielles listées précédemment :

- Pour les ascenseurs, monte-charges, monte-livres et plates-formes élévatrices PMR :
 - o Un nettoyage des cabines (toit de cabine et dessous de cabine), des gaines avec tout le matériel qu'elles comportent (guides, fers, etc.) et des machineries sera exécutée
 - o Un nettoyage efficace des contrôleurs de manœuvre
- Pour l'escalier roulant
 - o La vérification des chaînes, du chariot de tension, des rails, des marches, des connexions électriques, des sécurités, des isollements, des borniers, des freins, des jeux...
 - o La vidange du réducteur de vitesse et au graissage des chaînes de marches

Les armoires électriques distribuant l'énergie sur les armoires et les coffrets des appareils ainsi que toutes les installations électriques des appareils devront être vérifiées suivant la gamme décrite :

- Consignation et mise hors tension
- Examen visuel des tableaux
- Dépoussiérage des tableaux
- Resserrage de la visserie, vérification des connexions
- Vérification des organes de coupure, de protection, de commande et de puissance
- Contrôle d'isolement
- Contrôle de mise à la terre
- Contrôle des automatismes, test de fonctionnalité
- Essais des signalisations et changement des lampes des voyants défectueux
- Mise à jour des schémas
- Vérification de la recherche de défaut pour les tableaux de sécurité
- Remplacement des éléments défectueux
- Vérification des continuités de terre
- Mesure des seuils de déclenchement des protections différentielles

Initiales du signataire du marché

- Contrôle et nettoyage des colonnes montantes et boîtes de jonctions
- Edition d'un rapport

Toutes ces opérations sont à consigner dans le carnet d'entretien de l'appareil.

5.2.3. Autres équipements

Dans le cadre de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, il appartient au TITULAIRE de contrôler les éléments suivants :

- ✓ Fonctionnement de la tri phonie
- ✓ Report d'alarme des sites ne disposant pas d'un PC sécurisé sur place
- ✓ Mise en place d'une ligne téléphonique dédiée

5.3. Maintenance corrective

Dans les actions de maintenance corrective seront incluses les malveillances et les dégradations consécutives à une mauvaise utilisation. Ces dernières devront faire l'objet de proposition de rétablissement d'un mode d'utilisation normale.

Pour les prestations de maintenance corrective, les coûts de main d'œuvre et de remplacement des pièces seront inscrits dans un bordereau de prix unitaire (BPU) rendu avec l'offre où chaque poste sera détaillé.

Pour les actions correctives hors bordereau, le TITULAIRE présentera un devis détaillé en précisant :

- ✓ Le coût des pièces majoré d'un coefficient d'entreprise inclus au BPU
- ✓ Le nombre d'heure de main d'œuvre au coût prévu au BPU
- ✓ Le forfait déplacement prévu au BPU

Le temps octroyé par l'ETABLISSEMENT au TITULAIRE pour l'envoi des devis de maintenance corrective est fixé à CINQ (5) jours ouvrés.

5.4. Autres prestations

5.4.1. Formation à la désincarcération

Une fois par an, à la demande de l'ETABLISSEMENT, le TITULAIRE devra organiser pour le site de Pontoise 4 sessions de formations afin d'indiquer aux personnels désignés (SSIAP, effectif de 20 personnes) les modalités de fonctionnement des différents ascenseurs afin de lui permettre de libérer une personne bloquée dans un équipement en panne.

L'ETABLISSEMENT disposant en permanence de techniciens sur le site de Pontoise, la désincarcération sera assurée par ses soins, sauf cas particulier, auquel cas il sera fait appel au TITULAIRE.

Pour tous les autres sites de l'ETABLISSEMENT, la désincarcération est à la charge du TITULAIRE.

5.4.2. Vérifications périodiques réglementaires

Le TITULAIRE réalisera toutes prestations ou suggestions nécessaires à la préparation des opérations de vérifications périodiques réglementaires. Il devra travailler en coordination avec l'organisme de contrôle choisi par l'ETABLISSEMENT et être présent pendant lesdites vérifications.

A réception du rapport de l'organisme de contrôle, le TITULAIRE dispose de trente (30) jours pour présenter à l'ETABLISSEMENT, un planning de levée de réserves ainsi que le chiffrage des interventions. Sur simple demande, le TITULAIRE devra fournir un état d'avancement sous quarante-huit (48) heures.

5.4.3. Assistance aux essais de groupes électrogènes

Dans le cadre de son obligation mensuelle d'essai de groupe électrogène, l'ETABLISSEMENT peut demander la participation d'un technicien du TITULAIRE en prestation complémentaire.

En effet, lors de coupures de l'alimentation électrique, les appareils élévateurs peuvent dysfonctionner et perturber les activités internes de l'ETABLISSEMENT.

Les horaires et les modalités d'intervention seront définis dans les 2 mois suivants le démarrage du marché. Cependant, les essais de groupes étant réalisés en début de matinée, il convient de prévoir une couverture horaire de 6h à 18h. La durée des essais sera variable ;

- Les essais mensuels standards (10 occurrences annuelles) sont de 1h,
- Les essais renforcés (1 en été, 1 en hiver) sont de 4h.

5.5. Installations nouvelles ou transformées

Dans le cas où l'ETABLISSEMENT installerait de nouvelles installations ou procéderait à la transformation d'un des équipements prévus au marché, le TITULAIRE sera tenu de participer aux opérations de réception.

Dans un délai de quinze (15) jours, le TITULAIRE formulera toutes préconisations, réserves, demandes de documentation nécessaires à la prise en compte de l'installation au titre du présent marché. Passé ce délai, le TITULAIRE sera considéré comme responsable d'un éventuel mauvais fonctionnement et ne pourra invoquer l'état des installations pour se soustraire à ses obligations de maintenance et d'entretien de celle-ci.

Pour les appareils ou installations encore sous garantie, le TITULAIRE s'engage à signaler par écrit toute défectuosité ou anomalie qu'il constaterait dans le fonctionnement au titre de ladite garantie.

Initiales du signataire du marché

6. Suivi de l'exécution du marché

Afin de mesurer et de contrôler la bonne exécution des prestations, mais aussi d'échanger sur les éventuelles difficultés rencontrées dans la vie du marché, le TITULAIRE fournira un bilan mensuel reprenant :

- ✓ Actions préventives effectuées
- ✓ Actions correctives effectuées
- ✓ Avancées des levées d'observations
- ✓ Principaux points de vigilance ou problématiques.

Ce bilan sera transmis sur support informatique aux correspondants techniques désignés pour chaque site.

Une réunion d'exploitation et de coordination sera effectuée à périodicité trimestrielle en présence des représentants du TITULAIRE, des Responsables Techniques de Sites et de l'Acheteur. Cette réunion permettra de présenter :

- ✓ Un compte-rendu de la conduite de la maintenance
- ✓ Les préconisations et améliorations envisagées
- ✓ Un bilan de l'état général du parc pris en charge
- ✓ L'avancement des levées d'observation

6.1.1. Rapport Annuel

A chaque date anniversaire et quinze (15) jours avant la fin du contrat, le TITULAIRE fournira un rapport annuel contenant :

- ✓ Le calendrier de réalisation de la maintenance préventive par appareil et par mois
- ✓ Le recensement et le détail des actions curatives par appareil et par mois
- ✓ L'état des appareils : taux de pannes par équipement, programme de renouvellement à envisager

Ce rapport sera communiqué en un (1) exemplaire dématérialisé (PDF ; Word) et un (1) exemplaire papier au Responsable Technique de l'ETABLISSEMENT.

6.1.2. Etude de Sécurité

Conformément au décret 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, le TITULAIRE effectuera lors de sa prise de possession une étude de sécurité pour chaque appareil et fournira les rapports correspondants. Ces rapports devront être accompagnés de propositions techniques à mettre en œuvre.

Les rapports, les propositions techniques ainsi que les devis correspondants devront être présentés à l'ETABLISSEMENT dans un délai de trois (2) mois à compter de la notification du marché et/ou de la prise en charge d'un nouvel appareil.

7. Limites d'interventions

7.1. Inclus

Afin de pouvoir exécuter ses maintenances, le titulaire doit Assurer la fourniture des produits consommables, des petites fournitures et des pièces de rechange nécessaires à toute opération de maintenance d'un équipement technique.

Par produits consommables, il est entendu :

- ✓ Les huiles et graisses,
- ✓ Les chiffons et produits de nettoyage et d'entretien,
- ✓ Les peintures d'anticorrosion et de finition,
- ✓ Les fluides spéciaux,
- ✓ Tous autres produits, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de maintenance exécutée, et au bon fonctionnement de l'équipement.
- ✓ Etc...

Par petites fournitures, il est entendu :

- ✓ La visserie, la boulonnerie et les accessoires de fixation,
- ✓ Les joints, raccords et garnitures d'usage courant,
- ✓ Les ampoules et fusibles équipant les armoires et tableaux et des machineries,
- ✓ Tout autre petit accessoire mécanique ou électrique.
- ✓ Toutes les pièces d'usure (charbons, balais)

Initiales du signataire du marché

Sauf indication contraire, la fourniture de ces petites fournitures est due par le titulaire qui les approvisionne en quantité et qualité nécessaires à ses prestations.

Les pièces de rechange sont les pièces détachées ou d'usure (roller, patins, galets...) et les composants d'équipement nécessaires au remplacement d'un élément reconnu défectueux ou inapte à effectuer son service. Les pièces de rechange sont repérées et codifiées pour en permettre la gestion. Elles sont dues au titre du marché.

7.2. Exclus

Sont exclues notamment les prestations telles que :

- ✓ Les travaux de modernisation ou de mise en conformité
- ✓ Les travaux d'amélioration des matériels, équipements ou installations existantes
- ✓ Les travaux d'extension des matériels, équipements ou installations existantes
- ✓ Les travaux neufs d'installation de matériels ou d'équipements
- ✓ La remise en état des matériels, équipements ou installations suite à un sinistre non imputable au TITULAIRE
- ✓ L'entretien ménager et de propreté des matériels, équipements ou installations relevant de la compétence de l'ETABLISSEMENT.

8. Conditions d'accès

8.1. Horaires de fonctionnement

En raison de son activité, l'ETABLISSEMENT est en fonctionnement continu, 7 jours/7, 24h/24.

Le TITULAIRE aura donc accès au parc à sa charge en continu pour les maintenances correctives / curatives et les opérations de désincarcération.

Pour la maintenance préventive, le TITULAIRE devra, en collaboration avec le Responsable Technique de l'ETABLISSEMENT, établir un planning prévisionnel d'intervention aux heures ouvrées, soit du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30.

Les jours de visite de maintenance préventive, le personnel du TITULAIRE devra se présenter :

- Au PC sécurité les sites de Pontoise et Beaumont sur Oise
- Auprès des référents techniques désignés pour les autres sites de l'Hôpital NOVO.

8.2. Accès aux installations

Les personnes désignées par le TITULAIRE sont seules autorisées pour la maintenance des installations et équipements objets du présent marché et doivent être authentifiées préalablement.

L'ETABLISSEMENT s'engage à faciliter l'accès aux installations et équipements pour le personnel et les éventuels sous-traitants du TITULAIRE.

8.3. Mesures de Sécurité

Le TITULAIRE veillera à ce que ses intervenants respectent le règlement de sécurité sur les modalités d'interventions, et appliquent les consignes dans le cadre de la prévention du risque incendie dans les établissements recevant du public. Le port des équipements de protection individuelle (EPI) est obligatoire pour toute intervention sur les installations ou équipements de l'ETABLISSEMENT.

Le personnel du TITULAIRE devra être muni de sa carte professionnelle, d'un ordre de mission et d'un moyen d'identification justifiant de son appartenance à celui-ci.

9. Modalités d'intervention

9.1. Organisation de la maintenance préventive

La maintenance préventive sera assurée à l'appui de la norme SAE en y incluant les divers décrets modificatifs en application à la date de signature du contrat.

Initiales du signataire du marché

9.1.1. Informations interventionnelles

Le personnel du TITULAIRE effectuant les visites devra prendre contact avec le Responsable Technique de l'ETABLISSEMENT, au début et à la fin de son intervention afin de :

- ✓ L'informer de sa présence sur site et des équipements ou installations vérifiées
- ✓ Définir conjointement les actions à mettre en œuvre suite à la vérification (arrêt, travaux, autres, ...)

9.1.2. Indisponibilité des équipements

Dans le cadre de sa visite, le temps maximal d'indisponibilité doit être de DEUX (2) heures. Si le délai prévisionnel est supérieur, un accord préalable devra être obtenu auprès du Responsable Technique de l'ETABLISSEMENT.

A terme, cet accord sert de référence pour le calcul du temps d'indisponibilité des appareils.

9.1.3. Rapport de visite

Après chaque visite, et par équipement, le personnel d'intervention établit un rapport sur lequel il indique au minimum les informations suivantes :

- ✓ La référence du matériel ou de l'installation visitée
- ✓ La date de la visite
- ✓ Les horaires de l'intervention (début, fin, durée)
- ✓ L'identité de l'intervenant (Nom, Prénom)
- ✓ Les opérations effectuées ; il atteste la réalisation des actions systémiques et indique le nom et le nombre des pièces remplacées.
- ✓ Les observations concernant le matériel et son état : anomalies constatées, degrés d'usure, usage anormal, ...

Ce rapport doit être remis IMPERATIVEMENT à l'issue de l'intervention et validé par le Responsable Technique de l'ETABLISSEMENT.

9.1.4. Préconisations et propositions d'interventions

Dans le cadre de sa mission et de façon à garantir un taux de service conforme à ses engagements, le TITULAIRE, à l'issue de ses visites préventives, fournira une liste de préconisations et de propositions de travaux sur les différents éléments qu'il jugera important.

Cette liste indiquera pour chaque opération, notamment pour les travaux non compris dans le présent marché, les éléments suivants :

- ✓ L'équipement ou l'installation concernée
- ✓ Nature des travaux à entreprendre
- ✓ Le coût des pièces et fournitures nécessaires ainsi que les quantités nécessaires
- ✓ La main d'œuvre nécessaire exprimée en heure et le cout horaire unitaire
- ✓ Le montant total HT et TTC de l'opération
- ✓ Les délais d'approvisionnement du matériel et d'exécution des prestations.

La présentation de ces préconisations ne préjuge pas de l'exclusivité des travaux par le TITULAIRE, l'ETABLISSEMENT se réservant le droit, en fonction du montant, de la complexité ou de la co-activité nécessaire, de procéder à une mise en concurrence formalisée.

Le TITULAIRE est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur pendant l'exécution du contrat.

9.2. Organisation de la maintenance corrective

9.2.1. Initiative des interventions

Le TITULAIRE intervient sur appel téléphonique, mail ou demande d'intervention sur la GMAO du TITULAIRE sur demande du PC Sécurité, du Responsable Technique ou de l'agent d'astreinte de l'ETABLISSEMENT.

Le TITULAIRE fournira dans son offre la procédure de prise en compte des interventions, en horaires ouvrés et en horaires d'astreinte. Toute modification de cette procédure devra être transmise et prise en compte par chaque ETABLISSEMENT.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas donner suite aux appels ne respectant pas les intervenants cités au présent article. Il devra ainsi renvoyer vers le service compétent les appels qui lui viendraient directement des unités de soins ou administratives de l'ETABLISSEMENT.

Initiales du signataire du marché

9.2.2. Délais d'intervention

Dans le cadre de la maintenance corrective, l'entretien est assuré par le TITULAIRE dans les conditions et délais décrits ci-après :

- ✓ Pour la désincarcération : Intervention 24h/24, 7 jours/7 dans un délai maximal d'une demi-heure (1/2). En cas d'impossibilité par le TITULAIRE d'intervenir dans le délai imparti, celui-ci devra faire appel au Service de Secours le plus proche.
- ✓ Pour les appareils prioritaires (cf Annexe 01) : Intervention 24h/24, 7 jours/7 dans un délai maximal de deux (2) heures à réception de la demande
- ✓ Pour les appareils non prioritaires (cf Annexe 01) : Intervention dans un délai maximal d'une demi-journée ouvrée à réception de la demande
 - Si appel du lundi au vendredi de 8h à 12h30 → Intervention l'après-midi de 13h30 à 17h30
 - Si appel du lundi au vendredi de 12h30 à 17h30 → Intervention le lendemain de 8h à 12h30
 - Si appel Week-End, jours fériés, ou nuit → Intervention le 1^{er} jour ouvré qui suit de 8h à 12h30

Le délai commence à partir de l'appel par le représentant de l'ETABLISSEMENT et de son enregistrement par les services du TITULAIRE.

Compte-tenu de la nature des activités de l'ETABLISSEMENT, le TITULAIRE doit garantir son intervention sauf en cas de force majeure, étant précisé que les mouvements sociaux internes au TITULAIRE ne sont pas considérés comme relevant de la force majeure.

Toute intervention qui ne sera pas honorée par le TITULAIRE dans les délais cités ci-avant pourra être exécutée au frais et risques de celui-ci par un tiers du choix de l'ETABLISSEMENT.

9.2.3. Informations Interventionnelles

Le personnel du TITULAIRE en charge de l'intervention se présente OBLIGATOIREMENT au PC Sécurité ou auprès du Responsable Technique de l'ETABLISSEMENT.

9.2.4. Durée des interventions

La durée des interventions doit être la plus courte possible afin de ne pas gêner le fonctionnement de l'ETABLISSEMENT. A ce titre, le TITULAIRE garantira la disponibilité des pièces d'usure standard au moyen d'un stock ou de délais d'approvisionnement réduits.

Si toutefois, le TITULAIRE était dans l'impossibilité de remettre en fonctionnement l'équipement concerné sans approvisionnement ou prestations complémentaires, il devra fournir un devis de réparation dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'intervention. Celui-ci devra contenir obligatoirement au minimum les informations suivantes :

- Délai d'approvisionnement en jours
- Durée d'intervention en heures

Les réparations et remises en état non consécutives à une immobilisation pour dégradation devront faire l'objet d'une durée estimative de travaux fixée conjointement avec le Responsable Technique de l'Etablissement. En cas de non-respect de ce délai, le dépassement sera intégré au taux d'indisponibilité de l'appareil.

9.2.5. Compte-rendu d'intervention

Après chaque intervention, le personnel du TITULAIRE établit un compte-rendu d'intervention reprenant les différentes informations telles que définies à l'article 9.1.3 augmentées de :

- ✓ Date et heure de l'Appel
- ✓ Date et heure d'arrivée du technicien

10. Obligations de résultats

Le TITULAIRE devra satisfaire à une obligation de résultat et à un engagement des moyens humains et matériels pour la réalisation de ce marché. Cette obligation sera évaluée selon un taux d'indisponibilité par ETABLISSEMENT.

10.1. Moyens Humains

Afin de répondre au besoin de chaque ETABLISSEMENT, le TITULAIRE proposera dans son offre un effectif conforme à la réalisation de la maintenance et au respect du taux d'indisponibilité. Ces moyens devront couvrir l'intégralité des actions préventives et conditionnelles du GHT.

Initiales du signataire du marché

En aucun cas le TITULAIRE ne pourra arguer d'un manque de personnel pour effectuer toutes les actions prévues par le présent CCTP.

Le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R4543-22 à R4543-24 du Code du travail (décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 fixant les prescriptions particulières de sécurité et de formation applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parage automatique de véhicules).

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le personnel du Titulaire doit pouvoir produire sur simple demande de l'ETABLISSEMENT, ou de son représentant les justificatifs des formations réglementaires exigibles par les réglementations suivantes :

- Décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage et conforme à la norme NF C 18-510 Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique ;
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 (information sur le travail en hauteur et formation au port de l'Équipement de Protection Individuel EPI) ;
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

En outre, le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des équipements doit être en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société TITULAIRE du marché.

A cette fin, il doit être muni d'une carte d'identification professionnel et être en mesure de la produire sur simple demande de l'ETABLISSEMENT et il doit porter en permanence sur les différents sites de l'ETABLISSEMENT une tenue de travail appropriée identifiant son entreprise ainsi que les EPI adaptés (à minima les chaussures de sécurité).

Le personnel du Titulaire doit être doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du Code du travail et les périodicités de révision.

Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre). Les équipements individuels de sécurité (EPI) doivent être à proximité immédiate du poste de travail et doivent être utilisés dès qu'une situation le nécessite.

L'ETABLISSEMENT se réserve le droit d'interdire l'accès d'un technicien aux installations s'il estime que celui-ci ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité.

Le non-respect des engagements du TITULAIRE ouvrira droit à une pénalité telle que définie à l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

11. Liste des Annexes

ANNEXE 1 – Liste des appareils et équipements par ETABLISSEMENT

ANNEXES 2 (a à h) – Plans de localisation des appareils par ETABLISSEMENT